

Unité départementale de la Marne
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 07/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CEOLCHA51

Bâtiment Le Triade II
215 rue Samuel Morse - CS 20756
34000 Montpellier

Références : D2e 2025-446
Code AIOT : 0005704302

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement CEOLCHA51 implanté Lieu-dit Les Châtaigniers 51210 Montmirail. L'inspection a été annoncée le 06/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEOLCHA51
- Lieu-dit Les Châtaigniers 51210 Montmirail
- Code AIOT : 0005704302
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc des Châtaigniers est composé de 7 éoliennes VESTAS de 125 m de hauteur en bout de pôle et de 2MW de puissance.

Le parc a été mis en service en 2015 et est autorisé par autorisation par courrier en date du 27 juin 2012.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Bridage Acoustique	Lettre du 19/11/2019	Sans objet
3	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite s'est déroulée dans des conditions satisfaisantes. L'exploitant procédera à un porter à connaissance de la modification de son bridage acoustique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les suivis écologiques ont été mis en œuvre en 2018/2019. Les écoutes en hauteur ont été réalisées en 2019. Les rapports transmis en 2020 montrent un enjeu faible et ne préconisent pas de mesures particulières.</p> <p>Le parc ayant été mis en service en 2015, un nouveau suivi écologique est actuellement en cours,</p>

conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel éolien.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bridage Acoustique

Référence réglementaire : Lettre du 19/11/2019
Thème(s) : Autre, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans son rapport de visite du 19 novembre 2019, l'inspection a actée la mise en place d'un bridage acoustique.</p> <p><i>"la première campagne de mesures acoustiques a été réalisée dans les 6 mois après la mise en service du site éolien, soit sur la période d'août à septembre 2015. Le rapport de ALHYANGE faisant ressortir des émergences sur la période nocturne pour des vents compris entre 5 et 8 m/s, de toutes orientations, sur l'ensemble des éoliennes (la n°4 n'étant concernée que par les vents compris entre 6 et 8 m/s). Un plan de bridage a été proposé à l'exploitant le 7 juillet 2016. Les équipements ont été paramétrés par VESTAS le 19 juillet 2016. Des extractions de données confirment la bonne mise en œuvre du plan de bridage. Il n'a pas subi de nouvelle modification à ce jour. Aucune plainte n'a été reçue"</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Sur sa propre initiative, l'exploitant a procédé à un nouveau suivi acoustique du parc en 2021. Les conclusions de ce rapport sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les seuils réglementaires sont respectés sur l'ensemble des points de mesure en période diurne. • Les émergences mesurées sur deux points de mesures pour des vitesses de vent au moyeu de 7 à 11 m/s sont non-conformes, supérieures aux seuils maxi admissibles, avec les éoliennes en mode de fonctionnement standard. <p>Ce rapport a servi de référence pour procéder à une modification du bridage en place lors de la visite de 2019 de l'inspection des installations classées.</p> <p>La modification du plan de bridage n'a pas été communiquée à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans la mesure où elles sont de nature à entraîner des inconvénients significatifs aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, et conformément aux dispositions de l'article R512-54, vous porterez à la connaissance de l'inspection des installations classées les modifications apportées au bridage acoustique du parc éolien et confirmerez le retour à la conformité des émergences.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Collecte des données du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée :

<p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le certificat DEPOBIO actant du dépôt des données issues des suivis écologiques mis en œuvre de 2018 à 2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Déclaration des données techniques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I</p>
<p>Thème(s) : Autre, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les données techniques sont correctement déclarées dans OREOL.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>